

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
*RELEVÉ DE CONCLUSIONS*

LUNDI 21 JANVIER 2013 A **20H30**  
*Salle Polyvalente – Commune de Monsteroux Milieu*

### **PRESENTATION DES VŒUX DU PRESIDENT A 19H30**

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
  - 1- Renouvellement de la ligne trésorerie
- ♦ **ACTIVITE ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
  - 2 – Station fruits rouges Jarcieu – vente et répartition avec la Chambre d’agriculture
  - 3 – Za des Blâches Jarcieu – acquisition terrain Villard
  - 4 – Za des Blâches Jarcieu – acquisition terrain Michel
  - 5 – Ferme du Bourg Montseveroux – fourniture de chaleur
  - 6 – Za de Champlard – information sur le périmètre
- ♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Claude NICAISE
  - 7 – Convention OCAD3E
- ♦ **PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
  - 8- Pôle petite enfance – rapport du délégataire Léo Lagrange
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
  - 9 – Maison de santé pluridisciplinaire – modification des statuts
  - 10 – Maison de santé – dossier ARS
  - 11 – Tarifs photocopieurs
  - 12 – Tarifs du personnel pour les remplacements dans les communes
  - 13 – Compte épargne temps
  - 14 – Création d’un poste par avancement de grade – adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

*Après les vœux du Président, la séance du Conseil communautaire débute par la lecture du compte rendu de la dernière séance, lequel ne soulève aucune observation.*

*L’ordre du jour est ensuite abordé.*

## **I – FINANCES**

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

- **Renouvellement de la ligne de trésorerie**

La Communauté de Communes est dans l'attente de propositions autre que celle de la Caisse d'Épargne inscrite dans le rapport préparatoire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : QUESTION REPORTEE

## **II – ACTIVITES ECONOMIQUES**

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

- **Station fruits rouges Jarcieu – vente et répartition avec la Chambre d'agriculture**

La Communauté de communes est propriétaire d'une parcelle de terrain d'une surface de 2 ha située à Jarcieu au lieudit « La Vie du Cerisier » qu'elle louait dans le cadre d'un bail emphytéotique à la Chambre d'agriculture de l'Isère pour créer une station expérimentale de fruits rouges.

La chambre d'agriculture a souhaité résilier le bail et la Communauté de Communes a décidé de mettre en vente le terrain.

Aujourd'hui, un repreneur a été sélectionné par les comités techniques local et départemental de la SAFER : Mr et Mme NIVET.

Monsieur et Madame NIVET s'étant substituée à la SAFER, la vente peut ainsi être directement consentie à ces repreneurs avec intervention de la SAFER.

Il est donc nécessaire de délibérer afin de permettre la vente de la parcelle de terrain concernée à Mr et Mme NIVET (21 000 €) et d'indemniser la Chambre d'agriculture de l'Isère pour la libération anticipée du terrain (8 000 €).

### **Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** la levée d'option de la promesse de vente par la SAFER au nom et pour le compte des substitués Monsieur et Madame NIVET,

**Approuver** la vente du terrain susvisé au profit de Monsieur et Madame NIVET, pour un montant total de 21 000 €,

**Approuver** l'indemnisation d'un montant de 8 000 € à la Chambre d'agriculture, montant correspondant à la résiliation anticipée du bail emphytéotique,

**Charger** l'office notarial de Maîtres Quereyron – Grattier – Deschamps de la rédaction de l'acte notarial afférent,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **ZA des Blâches de Jarcieu – acquisition terrains Villard et Michel**

Par délibération du 23 avril 2012, le Conseil communautaire a approuvé l'agrandissement de la zone d'activité des Blâches à Jarcieu.

Cinq propriétaires de terrains sont concernés par cette extension.

Les propriétaires ayant fait part de leur accord pour vendre leurs terrains il est proposé de concrétiser les acquisitions.

Terrain Villard : 7425 m<sup>2</sup> soit 37 125 €

Terrain Michel : 2 096 m<sup>2</sup> soit 10 480 €

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** l'acquisition de la parcelle de terrain susvisée (Villard) sur la commune de Jarcieu,

**Approuve** le prix de vente convenu de 5 € le m<sup>2</sup>, soit un total de 37 125 €, hors frais de notaire,

**Charger** l'office notarial de Maître Quereyron-Grattier et Deschamps de la rédaction de l'acte notarié afférent,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** l'acquisition de la parcelle de terrain susvisée (Michel) sur la commune de Jarcieu,

**Approuve** le prix de vente convenu de 5 € le m<sup>2</sup>, soit un total de 10 480 €, hors frais de notaire,

**Charger** l'office notarial de Maître Quereyron-Grattier et Deschamps de la rédaction de l'acte notarié afférent,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Ferme du Bourg – fourniture de chaleur**

Le projet de réhabilitation de l'ancienne Ferme Jury (actuellement Ferme du Bourg), piloté par la Communauté de Communes dans le cadre de ses compétences, consistait en la création au rez-de-chaussée de commerces (destinés aux artisans et commerçants) et de 5 logements à vocation sociale. Ce projet a pris en compte la dimension développement durable, par la mise en place d'une isolation performante en cellulose et l'installation d'une chaufferie automatique à bois déchiqueté.

La Ferme du Bourg étant une propriété de la Communauté de Communes, cette dernière fournit la totalité des besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire de l'ensemble du tènement, dont les 5 IL. Il est proposé de signer un contrat de fourniture de chaleur avec l'OPAC38 définissant les modalités de fonctionnement, entretien et renouvellement des équipements ainsi que les modalités financières de cette fourniture.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** le contrat de fourniture de chaleur à intervenir avec l'OPAC38

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **ZA de Champlard – information sur le périmètre**

Il est rapporté aux membres du Conseil, que dans le cadre de la création de la future Zac de Champlard, une délibération sera nécessaire afin d'adopter le nouveau périmètre défini par le SCOT. Le SCOT a déterminé les surfaces éligibles à devenir activité économique pour environ 22 ha pour la Communauté de Communes sur la ZA de Champlard.

INFORMATION

### **III – ENVIRONNEMENT**

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

- **Convention OCAD3E**

Il est rappelé que la filière de recyclage et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (réfrigérateur, téléviseurs, ordinateurs, petits électroménagers usagés, lampes etc...) est en place depuis novembre 2006.

A cet effet, des organismes ont été agréés par arrêtés ministériels en date du 9 août 2006 pour l'organisation de la filière : trois éco-organismes généralistes (Ecologic, Eco-système et European recycling platform) auxquels s'ajoutent un éco-organisme spécialisé dans la collecte et le traitement des lampes et néons (recylcum).

Parallèlement, un organisme coordinateur a été désigné par arrêté ministériel du 22 septembre 2006, en l'occurrence OCAD3E, chargé de conclure les conventions, notamment avec les collectivités locales pour la collecte des DEEE ménagers en déchetteries.

Par délibération du 23 avril 2007, le conseil communautaire avait approuvé la mise en place d'une collecte sélective des DEEE sur le territoire de la communauté de communes.

Cette convention arrivant à échéance, il est proposé d'en signer une nouvelle avec OCAD3E qui désigne l'éco-organisme référent suivant : Ecologic, lequel assurera la fourniture des dispositifs de collecte, l'enlèvement, le regroupement, le transport et le traitement aux normes des déchets collectés.

#### **Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** la convention ci-annexée avec OCAD3E, qui procède à la désignation de l'éco-organisme référent pour la collectivité,

**Autoriser** le Président à signer ladite convention et tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **IV – PETITE ENFANCE – ENFANCE – JEUNESSE**

RAPPORTEUR : Serge EMPTOZ en l'absence d'Angéline APPRIEUX

- **Pôle petite enfance – rapport du délégué Léo Lagrange**

Il est exposé les éléments essentiels du rapport, à savoir :

Pour le multi accueil :

- 128 enfants ont été accueillis soit 121 familles
- Taux d'occupation sensiblement similaire par rapport à 2011 sur la même période
- 88 % de familles de la CCTB et 12 % de familles de la Communauté de communes de Bièvre Chambaran.
- Constat que le service est utilisé par les habitants des communes les plus proches du pôle petite enfance

- Légère surreprésentation des familles ayant un quotient familial très bas, voire sans ressources (42% des familles)

Pour le relais d'assistantes maternelles :

- 32 assistantes maternelles en suspension d'activité ; 23 assistantes maternelles sont officiellement en arrêt
- 42 nouvelles assistantes maternelles ont été recensées sur le territoire

Un comité de suivi a été mis en place afin d'avoir une vision plus précise de l'activité du relais d'assistantes maternelles : à ce jour 192 assistantes maternelles recensées

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Prendre acte** du rapport annuel du délégataire Léo Lagrange relatif à la délégation de service public pour la gestion du pôle petite enfance du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2012.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### **IV – ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

- **Modification des statuts – maison de santé pluridisciplinaire**

Le Président rappelle que Mr BAVUZ a été mandaté pour effectuer un travail de prospection dans le cadre de la création d'une maison de santé pluridisciplinaire.

Il précise qu'il est désormais temps pour la Communauté de Communes d'acquérir la compétence « maison de santé » pour qu'on puisse intervenir, principalement dans la construction du bâtiment.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** la modification des statuts proposée ci-dessous :

3/ COMPETENCES SUPPLEMENTAIRES :

- Amélioration des services publics d'intérêt communautaire par la construction d'équipements :
  - ☒ Services de l'Etat : Trésorerie, Gendarmerie.
  - ☒ **Maison de santé pluridisciplinaire**
- Création et gestion d'un crématorium intercommunal
- Participation aux travaux des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.)

**Solliciter** l'avis des conseils municipaux sur cette modification,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE (UNE ABSTENTION)

- **Maison de santé pluridisciplinaire – dossier ARS**

Il est rappelé que dans le cadre de la construction d'une maison de santé pluridisciplinaire sur le territoire de la Communauté de communes, certaines conditions doivent être requises :

- la structure ou le projet doivent comprendre au minimum deux médecins et un professionnel paramédical
- notre territoire doit être qualifié en zone « fragile » par l'ARS, ce qui est le cas depuis décembre 2012
- Pour percevoir toutes les aides possibles, le porteur de projet doit être une collectivité territoriale
- Les professionnels de la santé doivent créer une association

Pour des raisons d'opportunité et de mobilisation des subventions, la Communauté de Communes doit faire acte de candidature auprès de l'ARS dans les plus brefs délais. Cela permettrait à la Communauté de communes, sans préjuger de l'avenir, d'être éventuellement retenu dans le programme de l'Etat.

Il est proposé ainsi d'adresser à l'ARS (agence régionale de la santé) une lettre d'intention.

INFORMATION

- **Tarifs photocopieurs**

La Communauté de Communes met à disposition des communes du territoire son matériel d'impression.

Il est donc proposé de nouveaux tarifs pour l'année 2013, à savoir :

Photocopieur couleur :

- A4 recto : 0,15 cts euros
- A4 recto verso : 0,30 cts euros
- A3 recto : 0,30 cts euros
- A3 recto verso : 0,60 cts euros

Dupli copieur : 0,03 cts euros la copie A4 à partir d'un volume minimum de 30 copies.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuve** les tarifs détaillés ci-dessus,

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Tarifs du personnel pour les remplacements dans les communes**

La Communauté de Commune met à disposition des communes pour assurer leurs travaux d'entretien et/ou les remplacements de leurs agents, du personnel technique et administratif et que celles-ci s'engagent à rembourser les heures effectuées pour leur compte par ces personnels sur la base du coût d'indice majoré correspondant au grade de l'agent plus les charges patronales. Elles s'engagent également à rembourser les frais de déplacement.

Pour 2013, il est proposé les tarifs suivants :

Personnel technique : 15,30 €

Personnel administratif : 15,84 € et/ou 15,81 €

Frais de déplacement : tarif en vigueur selon arrêté ministériel

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** le principe de remboursement par les communes, des interventions du personnel intercommunal,

**Approuver** le principe du calcul du taux horaire sur la base de l'indice majoré correspondant au grade du personnel plus les charges patronales,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Compte épargne temps**

Le dispositif législatif du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale a été modifié par l'article 37 de la loi n°2009-92 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, afin de permettre aux agents territoriaux de bénéficier des mêmes possibilités de sortie du CET que les agents de l'Etat.

Le décret n°2010-531 du 20 juin 2010 pris en application, organise le passage d'un régime géré sous forme de congés à un régime combinant une utilisation en congés avec une indemnisation financière ou en épargne retraite.

Il est proposé que les agents intercommunaux pourront déposer jusqu'à 5 jours de congés par an sur leur compte épargne temps (ce dernier est fixé à 60 jours maximum). Ces jours pourront être pris ensuite par l'agent le désirant.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Adopte** les modalités d'organisation du compte épargne temps telles que décrites ci-dessus,

**Autorise** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charge** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Création de poste par avancement de grade – adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe**

Il est proposé l'avancement de grade d'un agent actuellement adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe, à adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet.

**Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Créer** un poste d'adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013,

**Supprimer** un poste d'adjoint technique 1<sup>re</sup> classe, à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier et notamment l'arrête correspondant,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE